

IMPÉRIALISME TRISTE

La Brookings Institution, think tank des bons sentiments



La Brookings Institution est souvent présentée comme le principal think tank des démocrates. Il s'agit plutôt d'un organisme représentatif des élites modérées, favorables à une régulation économique limitée, par opposition au patronat libertarien de l'American Enterprise Institute. Désormais active en politique étrangère, elle préconise - comme les néo-conservateurs et dans les mêmes circonstances - l'usage de la force, mais pour motifs humanitaires et non par évangélisme démocratique, par devoir et non par enthousiasme conquérant. La moitié de ses chercheurs a travaillé dans le passé pour le Conseil de sécurité national ou la Maison-Blanche.

page 2

Un nouvel alibi

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Peter Bergen se distancie prudemment de l'amalgame entretenu par l'administration Bush entre Abou Moussab al-Zarkaoui et Al Qaïda. Il en va de son statut d'expert de remettre les pendules à l'heure, d'autant que cet argument a été utilisé pour justifier *a posteriori* l'invasion de l'Irak. On voit malgré tout avec Zarkaoui, qualifié de « terroriste le plus dangereux du monde », se profiler un nouveau joker, apte à remplacer l'épouvantail Ben Laden décrédibilisé à force de se voir attribuer tous les mauvais coups.

page 6

REPÈRE : 25 JUIN 1878

Exterminons la race indigène

Systématiquement spoliées de leurs terres, subissant les ravages commis par le bétail des colons qui divaguent dans leurs cultures, exaspérées par les corvées incessantes... certaines tribus kanak de Nouvelle-Calédonie entrent en révolte, le 25 juin 1878, et attaquent des fermes de colons faisant une trentaine de morts. Le gouverneur Olry note : « *L'exaspération des colons est portée au paroxysme. Ils ne réclament rien moins que l'extermination en masse par tous les moyens de la race indigène.* » L'armée intervient, aidée par des membres de « *tribus alliées* », mais aussi par des bagnards communards, désireux de « *défendre la civilisation contre les sauvages* »... Jean-Baptiste Olry donne l'ordre de ne faire aucun prisonnier. « *À chaque rencontre, on en a tué quelques-uns, on n'en a jamais pris vivants [...] On a brûlé tous leurs villages, détruit toutes leurs cultures [...] Les femmes ont été données aux tribus alliées.* » Au bout d'un an, la révolte est écrasée et les Kanak survivants seront déportés pour libérer des terres pour la colonisation. ■



WASHINGTON PRÉPARE DES ACTIONS MILITAIRES CONTRES LES MUSULMANS THAÏS

Le 4 janvier 2004, une base militaire avait été attaquée par des inconnus à Narathiwat au cours d'une opération très sophistiquée. Tuant quatre soldats, les assaillants s'étaient emparés d'une centaine de M-16. Au cours des semaines suivantes, vingt et une écoles avaient été brûlées et trois bonzes découpés à la machette. Dans un premier temps, le gouvernement avait accusé des bi-nationaux thaïs et malais, « militants islamistes de la Jemaah Islamiyah et d'Al Qaïda », et avait lancé une vaste campagne de répression anti-terroriste faisant au moins une centaine de morts parmi la population musulmane. Cependant, le 19 février, le général Thanee Thawichsri émit l'hypothèse que les troubles avaient été fomentés par les autorités militaires locales pour en blâmer les musulmans et éliminer des opposants ; une version confirmée le lendemain par le Premier ministre, Thaksin Shinawatra. Quoi qu'il en soit, en mai, des pilotes de la Navy sont venus former les pilotes thaïs et les Forces spéciales ont dispensé un enseignement au combat urbain au cours des manœuvres communes *Cobra d'Or 04*. Hier, l'ambassadeur Darryl N. Johnson a annoncé la livraison de trente hélicoptères NH-1, ceux-là mêmes qui furent utilisés au Viêt-Nam, pour passer aux travaux pratiques. ■

Impérialisme triste

La Brookings Institution, think tank des bons sentiments

La Brookings Institution est souvent présentée comme le principal think tank des démocrates. Il s'agit plutôt d'un organisme représentatif des élites modérées, favorables à une régulation économique limitée, par opposition au patronat libertarien de l'American Enterprise Institute. Désormais active en politique étrangère, elle préconise - comme les néo-conservateurs et dans les mêmes circonstances - l'usage de la force, mais pour motifs humanitaires et non par évangélisme démocratique, par devoir et non par enthousiasme conquérant. La moitié de ses chercheurs a travaillé dans le passé pour le Conseil de sécurité national ou la Maison-Blanche.

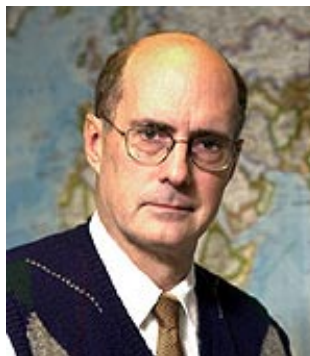


À la veille de l'entrée en guerre des États-Unis dans le premier conflit mondial, en 1916, l'homme d'affaires Robert S. Brookings et ses amis financèrent la création d'un Institut de recherches gouvernementales qui prendra peu après le nom de Brookings Institution. Persuadés que la bonne gouvernance n'est pas affaire de choix politiques, mais de qualité d'expertise, ils réunirent un groupe de six chercheurs autour du président de l'université John Hopkins et d'un professeur de sciences politiques de l'université de Princeton.

Durant la guerre, l'institut travailla pour le Conseil de défense nationale et, à la fin des hostilités, il se pencha sur la question de l'assainissement des finances fédérales. Dans les années trente, il conseille le candidat Franklin D. Roosevelt tout en critiquant durement le caractère étatique de son projet de New Deal. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Brookings planche sur le contrôle des prix et l'économie de guerre. Puis, en 1946 sur la reconstruction de l'Europe, fournissant les expertises économiques nécessaires au Plan Marshall en complément des études politiques réalisées, elles, par le Council on Foreign Relations (CFR) [1].

Dans les années cinquante et soixante, la Brookings élargit ses financements et bénéficie d'importants contrats de recherche de l'État fédéral, toujours dans le domaine des études économiques. Ses prises de position le placent au centre droit et l'identifient progressivement au Parti démocrate bien que de nombreux républicains en soient aussi membres. Par contrecoup, ses finances et son influence varient selon les alternances à la Maison-Blanche. Elle est puissante sous Kennedy et Johnson, mais l'administration Nixon refuse de renouveler ses contrats et lui ferme des portes. Elle périclité alors. Mais elle s'épanouit à nouveau sous Carter pour sombrer sous Reagan. Et renaître sous Clinton.

La Brookings aujourd'hui



Strobe Talbott

En 2002, Strobe Talbott devient le sixième président de l'institut, tandis que John L. Thornton en préside le conseil d'administration où siège Teresa Heinz. Ex-directeur du service étranger de *Time Magazine*, Talbott, qui fut sous-secrétaire d'État, est un homme de confiance de Bill Clinton, dont il fut le compagnon de chambre à l'université. Il a acquis une notoriété internationale en participant à la **troïka** [2] censée négocier avec la Yougoslavie pour

empêcher la guerre, en 1999. Thornton est professeur d'économie, Pdg de Goldman Sachs. Teresa Heinz est l'épouse du sénateur John Kerry [3]. Il semble que tous les membres du Conseil d'administration, sans exception, aient été cooptés au Council on Foreign Relations.

En 1998, dans un souci consensuel, la Brookings, classée au centre droit, a conclu un accord avec l'American Enterprise Institute (AEI) [4], classé à la droite extrême, pour constituer un programme de recherche commun sur les règles fédérales de régulation économique. Ses analyses s'imposent au Comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche.

La Brookings s'est progressivement ouverte aux questions internationales qui occupent aujourd'hui un tiers de son activité. Elle dispose notamment de trois groupes de travail :

Le Centre d'étude des politiques nord-asiatiques s'intéresse au Japon et à la Corée, mais est surtout un observatoire des relations simultanées des États-Unis avec la Chine et Taiwan. Il est dirigé par Richard C. Bush III, ancien

directeur de l'Institut américain de Taiwan, et supervisé par J. Stapleton Roy, ancien ambassadeur en Chine et associé d'affaires d'Henry Kissinger. Parmi les chercheurs qui y travaillent, **Michael O'Hanlon** est devenu une star incontournable des plateaux de télévision et des auditions du Congrès. Il est notamment intarissable sur le danger nucléaire nord-coréen. Le Centre sur les États-Unis et la France s'est élargi à des programmes de recherche sur la Turquie, la Russie et l'Italie pour devenir le Centre sur les États-Unis et l'Europe.

Dirigé par **Philip H. Gordon**, il est surtout financé par l'État fédéral via le German Marshall Fund of the United States et par l'industriel Daimler-Chrysler. Le Centre est articulé à un programme homologue dirigé par Guillaume Parmentier à l'Institut français des relations internationales (IFRI).



Guillaume Parmentier

Il est tout à fait bipartisan, laissant une grande place aux néo-conservateurs.



Philip H. Gordon

Le Centre Saban pour la politique du Moyen-Orient développe une analyse à la fois états-unienne et clairement sioniste de la région. Il est dirigé par **Martin S. Indyk**, ancien ambassadeur à Tel-Aviv et co-fondateur d'un think tank likoudnik, le WINEP. Il tient son nom de son mécène, le milliardaire israélien Haim Saban, co-proprétaire de Fox TV, et a été inauguré par le roi Abdallah de Jordanie.

Il emploie notamment Kenneth M. Pollack, auteur de l'ouvrage de référence sur le fait de savoir s'il fallait ou non faire la guerre en Irak. Écrit avant les hostilités, il posait un certain nombre de conditions qui ne furent jamais remplies. Il aurait donc pu servir de référence aux adversaires de l'attaque, mais changeant son fusil d'épaule, il devint l'intellectuel justifiant l'invasion.



Haim Saban

En outre, des chercheurs poursuivent des programmes autonomes, comme **Susan Rice**, ancienne assistante de Madeleine K. Albright, qui travaille sur le danger que représentent les États faibles pour la sécurité des États-Unis. Ou **Nigel Purvis** qui, en lien avec le Pew Center, étudie les possibilités de conditionner l'aide et la coopération états-unienne aux pays du tiers-monde à des engagements de ceux-ci en matière écologique.

Ces activités impressionnent par leur nombre et la qualité des experts. Cependant, le Réseau Voltaire observe que ces intellectuels ont un point commun dont ils ne font jamais état : alors même que l'économie et non la

politique internationale est le sujet de prédilection de l'institut, plus de la moitié des 142 chercheurs actuels auraient travaillé par le passé pour le Conseil de sécurité nationale ou la Maison-Blanche. De même, on remarque que le Conseil d'administration, composé de patrons de multinationales, laisse une large place à des compagnies comme AT&T ou Chiquita (ex-United Fruit), dont le rôle dans les opérations secrètes du Conseil de sécurité nationale est bien documenté.

En 2003, la Brookings disposait d'un portefeuille d'une valeur de 197 millions de dollars lui assurant des revenus confortables auxquels s'ajoutaient près de 10 millions de dollars de dons. Le budget de fonctionnement lui-même était de 39 millions de dollars. 275 employés travaillaient au siège de l'institut, et une quarantaine de chercheurs supplémentaires à l'extérieur. Elle a publié 27 rapports et 50 livres dans l'année.

[1] « Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US », *Voltaire*, 25 juin 2004.

[2] Avec Viktor S. Chernomyrdin et Martti Ahtisaari

[3] « Militarisme : John Kerry dans le texte », *Voltaire*, 24 mars 2004.

[4] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Voltaire*, 21 juin 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Un nouvel alibi

Peter Bergen se distancie prudemment de l'amalgame entretenu par l'administration Bush entre Abou Moussab al-Zarkaoui et Al Qaïda. Il en va de son statut d'expert de remettre les pendules à l'heure, d'autant que cet argument a été utilisé pour justifier *a posteriori* l'invasion de l'Irak. On voit malgré tout avec Zarkaoui, qualifié de « terroriste le plus dangereux du monde », se profiler un nouveau joker, apte à remplacer l'épouvantail Ben Laden décrédibilisé à force de se voir attribuer tous les mauvais coups.

Analyse

Peter Bergen, spécialiste du terrorisme pour la chaîne CNN, se distancie prudemment dans l'*International Herald Tribune* de l'amalgame entretenu par l'administration Bush entre Abou Moussab al-Zarkaoui et Al Qaïda. Il en va de son statut d'expert de remettre les pendules à l'heure, d'autant que cet argument a été utilisé pour justifier *a posteriori* l'invasion de l'Irak. On voit malgré tout avec Zarkaoui, qualifié de « terroriste le plus dangereux du monde », se profiler un nouveau joker, apte à remplacer l'épouvantail Ben Laden décrédibilisé à force de se voir attribuer tous les mauvais coups. Gageons que pour CNN et M. Bergen, un Zarkaoui « indépendant » serait l'alibi idéal pour justifier de nouvelles aventures militaires.

D'autres relais de la politique étrangère états-unienne, cette fois dans les pays qu'elle menace, sont les radios clandestines financées notamment par la NED et Georges Soros. Nir Boms et Erick Stakelbeck s'indignent dans une tribune du *Washington Times* que ces stations, qui actuellement préparent le terrain psychologique en Syrie, en Iran, en Corée du Nord ou à Cuba, ne touchent que 3,3 % du budget destiné aux « ONG indigènes ». Mais réclamer autant d'argent pour convaincre ces peuples qu'ils doivent être « libérés », n'est-ce pas déjà admettre le dégonflement du rêve américain ? Ce qui ne peut être obtenu par la séduction peut l'être par la force : une tribune bipartisanne du *Christian Science Monitor*, signée Stuart E. Eizenstat et John Edward Porter, développe l'idée à la mode et pourtant absurde que les États-Unis sont beaucoup plus en danger depuis qu'ils n'ont plus d'ennemi à leur hauteur, ni même d'adversaire : le danger vient des faibles. Les auteurs exaltent par ailleurs l'idée classique selon

laquelle ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour le monde, quitte à soutenir les régimes brutaux des « *États faibles* » afin de l'imposer. Avec en tête le souci d'aider le général Musharaf à tenir un Pakistan en ébullition, les auteurs préconisent une sorte de darwinisme diplomatique qui impliquerait d'accroître l'aide à la répression civile et militaire partout où cela servira l'intérêt des États-Unis. Pour ne pas se faire simplement avocats du totalitarisme, ils préconisent également la levée des barrières douanières empêchant ces « *pays faibles* » d'exporter vers les États-Unis. Que ces pays n'aient rien à exporter ne semble pas les gêner outre mesure, et on peut remarquer que s'ils étaient sincères sur ce point, ils s'en prendraient plutôt aux subventions accordées à leur agriculture domestique.

Deux « tank thinkers » de la Brookings Institution, Philip H. Gordon et Jeremy Shapiro, développent dans l'*International Herald Tribune* la thèse assez clairvoyante selon laquelle les dirigeants européens sont devenus allergiques à Bush depuis le camouflet électoral subi par Aznar. Ils ont montré, dans les récents sommets, qu'ils nourrissaient quelques illusions sur les intentions pacifistes de **John Kerry**, et attendent que celui-ci arrive à la Maison-Blanche pour se rabibocher avec les États-Unis. Ce n'est pas l'avis de Frank J. Gaffney Jr. qui, dans le *Washington Times*, soupçonne plutôt la France et l'Allemagne de comploter pour construire une Europe forte, donc infidèle au **projet initial de ses pères**.

Pour finir, toujours dans le *Washington Times*, **Daniel Pipes** se lamente du manque de fermeté d'Ariel Sharon en fustigeant son plan de retrait qui selon lui, faute de lui assurer une entrée dans l'« *histoire des juifs* », parviendra pourtant à affaiblir Israël.

Réseau Voltaire

Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

« Le plus dangereux des terroristes »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The most dangerous terrorist », par Peter Bergen, *International Herald Tribune*, 29 juin 2004.

Malgré la découverte par la **Commission d'enquête sur 11 septembre** qu'il n'y avait pas de preuves d'une relation de collaboration entre Saddam Hussein et Al Qaïda, l'administration Bush continue d'affirmer que les deux travaillaient ensemble. Comme preuve, ils citent fréquemment Abu Musab al Zarkawi, le Jordanien de 37 ans qui est présenté comme le plus dangereux des terroristes en activité. Zarkawi, qui a quitté l'Afghanistan après l'invasion états-unienne et a trouvé refuge en Irak, est probablement derrière les attentats de jeudi qui ont fait plus de 100 morts et c'est lui qui en mai aurait décapité **Nicholas Berg**. Le lendemain des déclarations de la Commission d'enquête, **Dick Cheney** remettait en avant Zarkawi en affirmant qu'il avait construit une usine de poison dans le

nord de l'Irak et qu'il avait été soigné à Bagdad en 2002. Pourtant, les preuves démontrant qu'il est le lien entre Al Qaïda et l'Irak sont faibles.

Zarkawi dirige une organisation indépendante d'Al Qaïda appelée Tawhid. Cette organisation avait des camps se trouvant à des centaines de kilomètres de ceux d'Al Qaïda en 2000. A cette époque, cette organisation était présentée par Robert Cressey, expert en terrorisme au **National Security Council**, autant comme une rivale qu'une collaboratrice d'Al Qaïda, et lors de son arrestation en Allemagne en 2002, l'un des membres de l'organisation affirma être opposé au groupe de Ben Laden. En janvier, une lettre de Zarkawi à destination d'Al Qaïda fut interceptée ; elle demandait l'aide de l'organisation de Ben Laden pour créer une guerre civile entre sunnites et chiites en Irak. Non seulement ce texte démontrait qu'il faisait une requête à un groupe qui n'était pas le sien mais en plus sa requête n'a pas reçu de réponse semble-t-il car la guerre entre sunnites et chiites n'est pas l'un des thèmes de prédilection d'Al Qaïda. Cette non-appartenance de Zarkawi à Al Qaïda a quasiment été reconnue par **Donald Rumsfeld** dans une conférence de presse en juin.

Les liens de Zarkawi avec Saddam Hussein sont encore plus minces et, après son départ en Afghanistan, il a dû passer autant de temps en Iran qu'en Irak. En outre, ce que Cheney décrit comme une « usine de poison » était dans la zone d'exclusion aérienne au nord-est de l'Irak, une région mieux contrôlée par Rumsfeld que par Saddam. De plus, l'opération chirurgicale qu'il est censé avoir subi à Bagdad serait une amputation d'une jambe. Or, sur la cassette de Nicholas Berg, l'homme qui parle à ses deux jambes. Enfin, les sites de Zarkawi présentent Saddam Hussein comme un démon.

Si les preuves des liens entre Al Qaïda et l'Irak s'en tiennent à cela, le dossier est vide.

Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyedu cabinet Benador associées.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

« La démocratie en onde courte »

Source : Washington Times

Référence : « Shortwave democracy », par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Washington Times*, 28 juin 2004

Bien que cela ressemble souvent à un combat solitaire, les États-Unis ne sont pas seuls dans la guerre des idées. Depuis le 11 septembre, plus d'une douzaine de radios privées favorables à la démocratie ont vu le jour et émettent dans des pays privés de liberté comme la Corée du Nord, la Syrie, l'Iran et Cuba. Depuis les premiers jours de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au zénith de cette pratique durant la Guerre froide, les radios clandestines ont joué un rôle décisif dans le combat pour la liberté.

Les radios ont également joué un rôle essentiel en Irak et ces radios clandestines sont aujourd'hui officielles. Certaines radios permettent aujourd'hui de s'exprimer librement sur une foule de sujet, un concept nouveau pour l'Irak il y a 15 mois. L'Afghanistan a également connu un processus similaire. En Iran, les radios clandestines sont arrivées en 1979 avec l'installation du régime tyrannique de Khomeini et aujourd'hui il y en a 16 sur

les ondes iraniennes. Au début de ce mois, le parti de la réforme syrienne a lancé Radio Free Syria, une radio accessible par onde courte et sur Internet qui tourne en dérision le régime ba'asiste.

A la fin du mois d'avril, grâce à un groupe d'exilés nord-coréens, Radio Free North Korea a commencé à émettre depuis Séoul et donne des informations sur la réalité du gouvernement nord-coréen, en s'inspirant des succès de Radio Free Europe lors de la chute du communisme. Toutefois, Radio Free Europe avait l'avantage de bénéficier de l'aide d'États. Or, malheureusement, bien que la **National Endowment for Democracy**, **Voice of America** et le **Middle East Partnership Initiative** aient quadruplé leurs financements depuis le début de la guerre au terrorisme, 3,3 % seulement des aides servent à financer des projets d'ONG indigènes.

Stuart E. Eizenstat, John Edward Porter



Stuart E. Eizenstat est ancien vice-secrétaire au Trésor sous l'administration Clinton. Il est coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development.



John Edward Porter est ancien représentant républicain de l'Illinois. Il est coprésident de la Commission on Weak States and US National Security du Center for Global Development.

« Les États faibles sont une menace pour la sécurité des États-Unis »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Weak states are a US security threat », par Stuart E. Eizenstat et John Edward Porter, *Christian Science Monitor*, 29 juin 2004.

Pour les Irakiens, le transfert de souveraineté signifie de nouvelles responsabilités pour les dirigeants et un nouvel espoir, une nouvelle fierté pour la population. Toutefois, pour les États-Unis l'avenir est incertain. A Haïti, le transfert de pouvoir va passer des États-Unis aux Nations Unies et là aussi on ignore ce qui adviendra. Ces deux pays sont une menace pour les États-Unis du fait de leur incapacité à contrôler leur territoire. Dans ces États et dans d'autres comme l'Afghanistan, la Somalie, le Libéria et peut-être le Pakistan, quand les institutions perdent le contrôle, ce sont souvent les États-Unis qui en payent le prix.

Aujourd'hui, un grand nombre d'États faibles ou en déliquescence peuvent abriter des terroristes, des trafiquants de drogue, créer des désastres humanitaires et miner la croissance mondiale. Les États faibles représentent une menace du XXI^{ème} siècle qui demande une réponse du XXI^{ème} siècle. Les États-Unis savent reconnaître les États qui sont déjà en déliquescence, mais pas ceux qui sont sur le point d'imploser, et l'Amérique paye au prix fort son manque de clairvoyance. Nous et les membres de la Commission sur les États faibles ou la sécurité nationale estimons qu'il faut restaurer les institutions qui aident les États faibles.

Nous devons avoir une politique préventive en diminuant les barrières douanières pour les importations des pays les plus pauvres et en révisant les lois nous empêchant de fournir une assistance policière ou militaire là où c'est dans l'intérêt des États-Unis. Il faut également constituer une administration pouvant répondre rapidement aux crises. Au moment où les États-Unis réorganisent la sécurité de la patrie, il faut également créer un ministère du développement pouvant faire collaborer ensemble 12 agences et disposant de ressources, de prestige et du soutien de la Maison-Blanche. Nous devons

également développer une capacité de renseignement unifiée pour rectifier les erreurs dans la collecte d'information sur la situation des États. Nous devons également impliquer les États du G8 dans ce combat.

Philip H. Gordon, Jeremy Shapiro



Philip H. Gordon est chercheur à la Brookings Institution à Washington. Il est ancien directeur des affaires européennes du National Security Council et consultant à la Rand Corporation. Il est coauteur de *Allies at War : America, Europe and the Crisis Over Iraq*.



Ancien chercheur à la Rand Corporation, Jeremy Shapiro est directeur de recherche au Center on the United States and Europe de la Brookings Institution. Il est coauteur de *Allies at War : America, Europe and the Crisis Over Iraq*.

« Une Alliance qui attend novembre »

Source : International Herald Tribune

Référence : « An alliance waiting for November », par Philip H. Gordon et Jeremy Shapiro, *International Herald Tribune*, 29 juin 2004.

Avec le mois de juin s'achève le mois le plus intense en réunions de l'histoire de l'Alliance atlantique. En temps normal, ces sommets sont l'occasion pour le président des États-Unis de se montrer en dirigeant des démocraties du monde, et pour les dirigeants européens de rappeler leur foi et leur attachement à une alliance qui les a protégés pendant longtemps. Mais nous ne sommes pas dans des temps normaux.

Il y a quelques mois, on pouvait espérer que ce sommet serait celui de la réconciliation. Face aux difficultés, l'administration Bush se tournait vers l'ONU, rendait leur souveraineté aux Irakiens et diminuait l'usage de tactiques pouvant blesser des civils, comme le demandaient les Européens. On pouvait donc espérer qu'en retour, les Européens, y compris les Français et les Allemands, allaient accepter une implication de l'OTAN en Irak, aider à entraîner les forces de sécurité irakiennes, offrir de diminuer la dette de l'Irak et aider à la reconstruction, voire envoyer des troupes dans le pays. Mais aujourd'hui, tout cela est compromis par l'accroissement des violences en Irak, le scandale d'Abu Ghraib et le soutien de Bush au plan Sharon de retrait de Gaza. Pour les dirigeants européens, Bush est devenu radioactif et tous se souviennent du sort réservé à José-Maria Aznar pour s'être trop associé avec lui. Les dirigeants d'Italie, de Grande-Bretagne et de Pologne craignent de devoir payer électoralement leur proximité avec Bush.

Dès lors, le véritable objectif du sommet n'est pas d'envoyer plus de troupes en Irak, car les Européens ne veulent pas s'associer à une politique américaine qui a échoué et ne veulent pas faire quoi que ce soit qui pourrait aider Bush à vaincre John Kerry. Les dirigeants européens vont donc gagner du temps, éviter de provoquer des crises et attendre le résultat des élections de novembre. Une victoire de Kerry permettrait une réconciliation transatlantique et Kerry se comporterait mieux que Bush, mais les Européens ne doivent pas trop espérer. Les différences de point de vue entre les États-Unis et l'Europe sur beaucoup de questions critiques sont importantes et ne disparaîtront pas à cause d'une élection.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Les étapes du changement »

Source : Washington Times

Référence : « Turnover turf markers », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 29 juin 2004

Les dernières semaines ont vu des développements monumentaux suite à des rencontres internationales dont les implications nécessitent une attention particulière.

Tout d'abord, il y a eu le sommet de l'Union européenne qui a permis à cette organisation d'adopter un projet de constitution. Le texte est suffisamment impénétrable pour que le gouvernement britannique puisse affirmer que la souveraineté nationale est préservée. Ce n'est malheureusement pas le cas et ce texte est largement le fruit d'une action franco-allemande qui vise à construire une Europe rivale des États-Unis en étranglant la Grande-Bretagne et les pays d'Europe centrale et orientale. **Tony Blair** affirme que ce texte n'empêche pas le maintien de la « relation spéciale » entre les États-Unis et le Royaume-Uni, mais au fur et à mesure que se développera la politique étrangère et de sécurité commune européenne, cette relation sera sapée. Notre seul espoir c'est que les électeurs rejettent ce texte après avoir montré leur rejet du Parlement européen aux dernières élections.

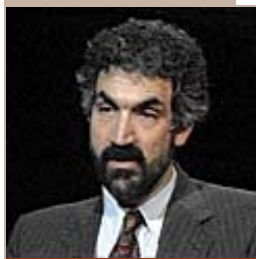
Le second événement a été le sommet entre les États-Unis et l'Europe, à Dublin, dont le principal aboutissement est un accord assurant les États-Unis que le projet Galileo n'interférera pas avec le GPS. Reste à savoir si cela suffira pour empêcher que les Français fassent de ce programme un moyen de supplanter le GPS et même si ce n'est pas le cas, ce programme pose un problème car il pourrait transmettre des informations à nos ennemis.

Le troisième événement est la réunion de l'OTAN à Istanbul où **George W. Bush** a obtenu un engagement potentiel de l'OTAN, y compris de la France et de l'Allemagne, pour reconstruire l'Irak. C'est un point positif pour l'Irak et la campagne électorale du candidat sortant.

Le dernier et plus important des événements est la transmission des pouvoirs de l'**Autorité provisoire de la Coalition** à un gouvernement intérimaire. Cela aurait dû être fait il y a longtemps et **Donald Rumsfeld**, **Paul Wolfowitz**, **Douglas Feith** et d'autres avait demandé la création d'un gouvernement intérimaire dès 1998. Cela aurait facilité notre travail là bas.

Ces événements nous rappellent que les États-Unis doivent conserver des États souverains en Europe, assurer ses intérêts vitaux ailleurs, revigorer et étendre l'OTAN et créer un Irak pacifique.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Devenir nerveux en Israël »

Source : Jerusalem Post

, Washington Times

Référence : « Going wobbly in Israel », par Daniel Pipes, *Washington Times*, 29 juin 2004
« Jerusalem syndrome », *Jerusalem Post*, 30 juin 2004.

Deux tendances ont frappé l'histoire israélienne depuis 1992 et expliquent la situation d'Israël aujourd'hui : chaque Premier ministre élu a trahi ses engagements et tous ont fait des concessions. **Yitzhak Rabin** avait promis durant la campagne de 1992 qu'il ne négocierait jamais avec l'OLP, puis une fois Premier ministre il affirma que cela permettrait d'avancer sur la voie de la paix. **Benjamin Netanyahu** avait promis durant sa campagne de 1996 qu'Israël ne descendrait jamais du Golan mais, comme je l'écrivais à l'époque et comme **Bill Clinton** le confirme dans ses mémoires, en 1998, il envisageait de laisser ce territoire aux Syriens. Dans sa campagne de 1999, **Ehud Barak** clamait qu'il conserverait Jérusalem uni et sous contrôle israélien mais en juillet 2000, au sommet de Camp David, il offrait la plus grande partie de Jérusalem Est aux Palestiniens. En Janvier 2003, **Ariel Sharon** critiquait le plan de retrait de Gaza de son adversaire travailliste avant de l'adopter lui même en décembre 2003. Ces changements de cap peuvent s'expliquer par l'opportunisme (Natanyahu notamment espérait être réélu en cas d'accord avec les Syriens) ou par la duplicité. (**Yossi Beilin** a reconnu que dès la campagne de Barak les travaillistes savaient quelles propositions ils feraient sur Jérusalem mais que les Israéliens ne l'auraient pas accepté). Toutefois, il existe aussi une raison psychologique : devant les problèmes d'Israël, beaucoup de Premiers ministres cèdent à l'impatience et veulent être celui qui sortira Israël de la guerre, aussi préfèrent-ils faire des concessions que de maintenir une politique forte. Si cela marche, ils envisagent de rentrer dans l'histoire des juifs et si cela échoue, leur successeur n'aura qu'à redresser la barre. Le problème c'est que cette tendance trahit l'électorat et érode la position d'Israël.